

POURQUOI :

- le découpage des Universités?
- 67 % des étudiants ne mènent pas à terme leurs études?
- 20 % des postes d'enseignement n'ont pas de titulaires?
- des élections bidons ?

POURQUOI :

- propose-t-on aux étudiants les oeuvres universitaires?
- payons-nous 10 centimes de plus dans les Restau U?
- des cités casernes?
- le service militaire à 19 ans.

POURQUOI :

- l'offensive de la repression ?

POURQUOI :

- des milliers de morts en Palestine, au Vietnam, au Cambodge ?

Autant de questions qui se posent à tous les Étudiants.

Autant de questions auxquelles il faut répondre pour prendre l'offensive.

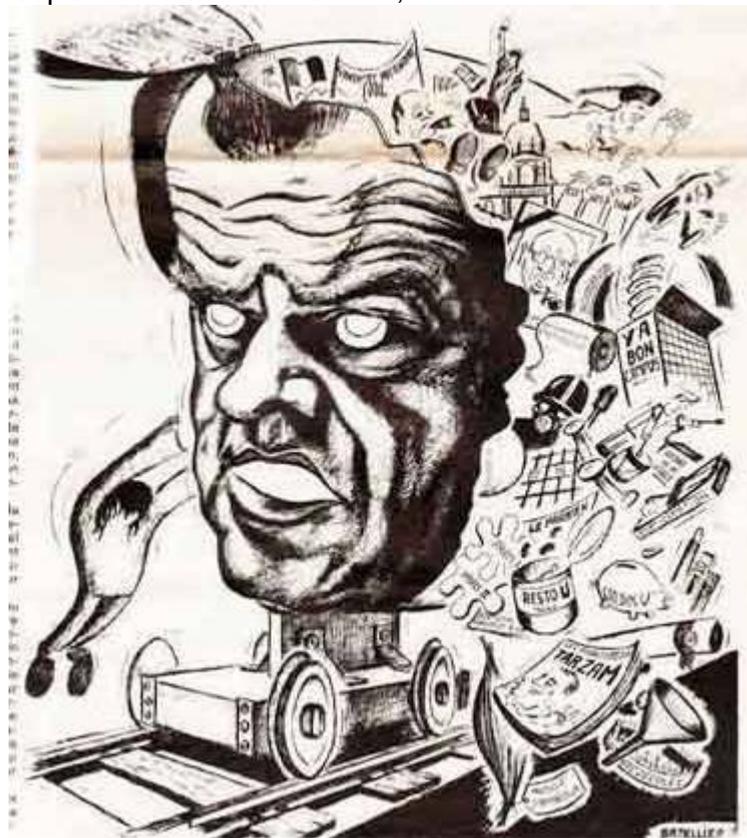
LA RENTREE DE CHOC DE GUICHARD

FAURE a beaucoup parlé et a mis en place le cadre général d'intervention du capitalisme à l'université ; GUICHARD, plus discret, remplit ce cadre : l'année dernière, il a commencé la politique de rentabilisation de l'université par la hausse des droits d'inscription, l'accentuation de la sélection en médecine, la liquidation des langues, etc. Cette année, il accélère cette politique : il faudra payer plus pour manger et être logé, les universités ont éclaté pour permettre au patronat de mieux les contrôler, la reprise en main des étudiants s'effectue par l'accentuation de la répression et par la remise en place de règlements sévères dans les cités, etc.

L'université, instrument du patronat

C'est que GUICHARD, bon apôtre de la bourgeoisie, a bien compris la fonction de l'université : « il s'agit de permettre à chacun

d'épanouir toutes ses facultés, non



seulement intellectuelles, mais aussi physiques, artistiques, affectives ; il s'agit de

préparer à tous les aspects de la vie en société, non seulement à l'exercice d'une profession, mais aussi aux responsabilités de père de famille, aux charges de citoyen, aux activités de culture et de loisirs » (Rapport sur les principales options qui commandent la préparation du VI^e Plan, p. 209). Cela montre combien l'université a un rôle important dans la société capitaliste française.

Ce rôle est double : d'une part, fournir la main-d'oeuvre qualifiée dont l'économie a besoin, d'autre part intégrer au système social les futurs intellectuels et techniciens que sont les étudiants. L'université est donc un instrument de la domination de la bourgeoisie sur les autres couches de la population.

Parce que le capitalisme français a connu une considérable expansion depuis la guerre et qu'il lui faut intégrer le progrès technologique aux activités économiques, il a un besoin urgent d'une hausse de la qualification moyenne. C'est pourquoi il lui est nécessaire de rentabiliser à tout prix : la loi FAURE, par l'éclatement de la structure rigide de l'université, permet de mettre en place une politique souple : autonomie pédagogique et administrative qui permet d'instaurer les universités concurrentielles, autonomie financière qui permet la domination directe du patronat sur l'université.

L'ensemble de cette politique se heurte aux faibles moyens financiers dégagés pour sa mise en oeuvre. De plus, les couches réactionnaires de la bourgeoisie, attachées à l'ancienne université libérale s'opposent, selon leurs possibilités, à cette modernisation. C'est dire que le mouvement étudiant bénéficie d'une situation favorable pour mener des luttes de masse. anticapitalistes.

Le rôle du mouvement étudiant dans le combat révolutionnaire

Sa fonction, c'est d'affaiblir la bourgeoisie sur le terrain de l'université. Ses luttes sont étroitement liées à l'ensemble des luttes sociales. Or, en cette année zéro du VI^e Plan du capital, l'évolution prévue par la bourgeoisie est la suivante : aggravation de l'exploitation des masses et liquidation des secteurs archaïques (agriculture, petit commerce). Cette politique se heurte au caractère de plus en plus social de la production. Il s'agit donc de limiter au

maximum les coûts collectifs (Sécurité sociale, transports, logements...), politique qui ne peut être menée que si les travailleurs restent bien sages. C'est pourquoi Pompidou, Chaban-Delmas développent toute une politique de contrats, de négociations et d'intégration. Le patronat essaye de faire des syndicats des interlocuteurs privilégiés et il est prêt à en payer le prix : contrats de progrès, actionnariat, adaptation des salaires à la hausse des prix. Les syndicats essayent de canaliser les luttes des travailleurs vers un Grenelle à froid en les empêchant de trouver leurs débouchés naturels : remise en cause de la domination patronale, affrontement avec l'appareil d'Etat. Les travailleurs ont bien compris que le « Grenelle à froid » était une illusion, qui multiplie, en cette période de rentrée, les grèves.

Le mouvement étudiant, pour être conséquent, doit suivre cet exemple et développer les luttes de masse en profitant de l'ensemble des contradictions du capitalisme.

AVEC LES TRAVAILLEURS, LUTONS CONTRE LA SOCIÉTÉ DE CLASSE ET SON UNIVERSITÉ !

FAISONS ÉCHEC AUX PROJETS DE GUICHARD ET DES PATRONS.

LUTONS CONTRE L'EMBRIGADEMENT.

GARDONS LA PAROLE.

SOUTENONS LES LUTTES ANTI-IMPERIALISTES !

Ces quatre thèmes de lutte doivent être modulés en mots d'ordre précis, partant de la réalité de la situation universitaire et sociale, afin de développer la mobilisation qui seule permet de remporter des victoires.

L'U.N.E.F. propose d'engager la lutte sur les points suivants :

I. LA RESTRUCTURATION.

Un simulacre de rentrée dans un décor de théâtre (R. Las Vergnas).

En effet, l'été 70 a été employé à démanteler la vieille université libérale, déjà détruite sur le papier par les réformes Fouchet et Faure.

Les résultats :

I. — Dans la même discipline, on trouve désormais deux ou trois types de licence

différents ; selon que l'on fera de l'anglais à Paris III ou à Paris VII, on aura ou non le droit de se présenter au C.A.P.E.S., selon que l'on voudra entrer en gestion à Dauphine ou à Assas, il faudra ou non passer un examen d'entrée ; de plus on voit apparaître des U.E.R. spécialisées, relativement autonomes à l'égard de l'université et très liées au patronat, délivrant des diplômes-maison. C'est le rêve du colloque de Caen, de l'université à l'américaine.

NON AUX UNIVERSITES CONCURRENTIELLES.

2. La composition des nouvelles universités restreint les possibilités de choix des unités de valeur, et, de ce fait, les possibilités de passage d'une branche à une autre en gardant le bénéfice des U.V. déjà acquises. Pour mettre en échec ce projet

OUI AUX EQUIVALENCES.

3. Création de cycles courts et techniciens ; renforcement du barrage entre premier et deuxième cycle.

Si l'on ajoute à cela que la soi-disant libre inscription dans l'université de son choix est hypothéquée par le nombre des places et qu'en province il faut souvent passer d'une académie à l'autre pour faire la spécialisation désirée... : c'est le barrage systématique.

NON AU NUMERUS CLAUSUS.

La « restructuration » fait penser à un jeu de massacre. Et cela n'a rien d'étonnant car l'université a subi un changement qualitatif à travers ce démantèlement.

Mais pourquoi?

— Parce que l'université doit fournir à l'économie une main-d'œuvre en quantité et en qualité adéquate à ses besoins.

— Parce que l'université doit assurer le maintien de la domination idéologique et politique de la bourgeoisie.

— Parce que l'université doit être rentable et que, sous la domination directe du secteur privé, elle le sera davantage.

Pour faire échec à la rentabilisation capitaliste de l'université à travers la restructuration, imposons :

DROIT DE S'INSCRIRE DANS LA FACULTE DE SON CHOIX.

A NOMBRE D'ANNEES D'ETUDES EGAL, POSSIBILITES DE CHOIX EGALES : LIBERTE D'ORIENTATION,

MEMES POSSIBILITES DE FORMATION POUR TOUS; MEMES DIPLOMES (NATIONAUX).

C'est pourquoi l'U.N.E.F. appelle les étudiants à passer outre à l'affectation impérative de l'administration de leur université, à passer outre le refus d'inscription, à choisir entre eux seuls leur orientation, et pour cela, à constituer les listes des T.P. existant et à s'inscrire dans celui de leur choix.

2. LA SELECTION.

Pour mettre en place son projet de restructuration de l'université, le pouvoir dispose d'un instrument efficace : la sélection.

67 % des étudiants ne terminent pas leurs études.

Au cours de cette année, une nouvelle offensive se prépare avec l'entrée en vigueur de deux mesures.

— L'application de la réforme Fouchet : la loi Fouchet institue (entre autres) la limite de trois ans pour le premier cycle. Cette disposition s'applique à ceux qui ont commencé leurs études en 1968. Ceux qui n'auront pas terminé leur premier cycle en trois ans se retrouveront sans aucun diplôme, et sans aucune équivalence. **Ils seront exclus de la faculté.**

Dans l'impossibilité d'établir « pour l'instant » la sélection à l'entrée de l'université, le pouvoir institue le barrage à la fin du premier cycle. NON I

PAS D'EXCLUS.

— La réglementation des diplômes nationaux : un arrêté du 10-6-70 établit les règles du contrôle des connaissances pour les différentes disciplines (sauf médecine, qui bénéficie d'un régime privilégié). Il établit l'obligation conjointe du contrôle continu et de l'examen final, dans la même session, pour tous les étudiants.

Il donne au ministère le droit d'établir une seule session d'examen.

NON A L'EXAMEN GUILLOTINE.

Exigeons le CONTROLE CONTINU + DEUX SESSIONS POUR TOUS LES INSCRITS.

La sélection est indispensable pour adapter l'université aux besoins de l'économie capitaliste. Elle permet :

— de dégager une prétendue élite à la solde des intérêts capitalistes ;

— d'orienter impérativement la masse des étudiants vers une formation au rabais.

Luttons contre ceux qui cautionnent cette politique.

NON AUX MANDARINS ETUDIANTS.

Organisons la riposte.

JUSTIFICATION PUBLIQUE DES NOTES.

JURYS PUBLICS.

CONTROLE CONTINU + DEUX SESSIONS OUVERTES A TOUS LES INSCRITS.

PAS D'EXCLUSION - DISPENSE AUTOMATIQUE POUR TOUS.

NI EXAMEN, NI TEST D'ENTREE.

3. LA FORMATION DES MAITRES.

Les élèves s'entassent à plus de quarante par classe, 20 % des postes d'enseignants n'ont pas de titulaires, toutes les places à l'agrégation et au C.A.P.E.S. n'ont pas été pourvues. Politique bien avantageuse pour la bourgeoisie : beaucoup de professeurs sont maîtres auxiliaires (M.A.), c'est-à-dire n'ont aucune garantie d'emploi et travaillent plus que les agrégés et les certifiés pour être moins payés. Bien sûr, les M.A. peuvent passer les concours de recrutement : mais moins de 10 % des candidats sont admis ! Mais comment les préparer en faisant des cours ?

Les concours de recrutement permettent :

— par leur sélectivité de recruter les M.A. sous-payés,

— de renforcer la hiérarchie du corps enseignant,

— d'entretenir une idéologie du mérite, de la promotion individuelle.

Le mouvement étudiant doit réagir et demander la même formation pour tous les enseignants. Et, de même que les travailleurs revendiquent un statut unique du manoeuvre à l'ingénieur, il faut lutter pour un statut unique de l'enseignant.

C'est pourquoi l'U.N.E.F. demande

— **le mode unique de recrutement des enseignants menant au cadre unique des enseignants;**

— **la liquidation par titularisation de l'auxiliaiat.**

A cet effet, elle propose que les étudiants et les enseignants **s'inscrivent massivement aux concours de recrutement** : ces concours sont-ils des concours de promotion ? Pourquoi les enseignants y échouent-ils ? Sont-ils incompetents ? Mais alors pourquoi les laisse-t-on enseigner ?

Elle appelle les étudiants à s'organiser en liaison avec le comité C.A.P.E.S., Agreg, à travailler en commun avec les enseignants et les lycéens pour mettre en lumière le rôle de l'enseignant et les rapports enseignant-enseigné et à organiser entre Rénovation syndicale, Ecole émancipée, Ecole de Mai, etc. et l'U.N. E.F. des réunions communes pour la rentrée des C.P.R. (centres pédagogiques régionaux).

4. LA PARTICIPATION.

Le mouvement étudiant a su riposter, comme la classe ouvrière, à l'offensive de charme et l'illusion de la participation.

L'échec du pouvoir se marque par la diminution constante du nombre des votants :

Bordeaux médecine : 10 %.

Clermont Lettres : 5 %.

Rennes Sciences : 5 %.

Pour masquer cet échec, il doit recourir à des subterfuges : gonflement des résultats, proposition du vote obligatoire...

Parallèlement, ceux qui ont « joué le jeu » de la participation se sont clairement démasqués aux yeux des étudiants comme un frein aux luttes de masse et une caution à la politique du pouvoir (gestion de la pénurie, aménagement de la sélection...).

LA PARTICIPATION AGONISE ACHEVONS LA !

Le mouvement étudiant se doit :

— de continuer à développer une campagne d'information sur le rôle des conseils ;

— de réagir par la mobilisation de masse contre toute décision de ces conseils allant dans le sens de la politique du pouvoir.

A TOUTE DECISION : A.G. DE LUTTE DES ETUDIANTS.

— **de boycotter systématique-ment les élections aux conseils fantoches ;**

— d'expliquer cette lutte aux travailleurs qui ont à craindre les mêmes tentatives d'intégration

5. LA REFORME DU C.N.O. ET DES C.R.O.U.S.

Après l'échec de la participation à l'université même : une ressucée au C.N.O. et dans les C.R.O.U.S.

Un décret du 21-7-70 rétablit la gestion « paritaire » étudiants-administration des oeuvres universitaires en ce qui concerne les centres régionaux (C.R.O.U.S.).

Cette réforme appelle plusieurs remarques

- elle s'inscrit dans le cadre des propositions de la commission MALLET, composée à parité de représentants de l'administration et de délégués étudiants participationnistes (délégués par qui ?). Cette commission a bien contribué à la réorganisation des oeuvres dans le sens de la rentabilité capitaliste.

- le système mis en oeuvre prévoit le rétablissement de la parité, mais uniquement pour les centres régionaux. De plus de sérieuses restrictions sont faites quant à la compétence budgétaire.

Ces conseils sont encore des structures fantoches, dont le but reste toujours de faire cautionner par les étudiants une pénurie qui s'aggrave sans cesse.

- les modalités même des élections sont assez significatives. Dans l'article 2, alinéa 7 de l'arrêté, il est prévu « qu'un étudiant peut voter pour un ou deux autres étudiants au ressort du même C.R.O.U.S. ». Guichard. aurait-il peur de ne pas avoir assez de votants?

Comme ailleurs, l'U.N.E.F. appelle les étudiants à faire échec à cette nouvelle offensive du pouvoir :

— EN BOYCOTTANT ACTI-VEMENT LES ELECTIONS DES C.R.O.

— EN MENANT DES LUTTES DE MASSE CONTRE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIERE D'OEUVRES SOCIALES.

6. DANS LES RESTAURANTS UNIVERSITAIRES.

Le pouvoir a prévu d'augmenter le prix des repas. Ce n'est certainement pas pour augmenter le salaire des travailleurs des restau U, ni même pour améliorer la qualité de la nourriture, ouvrir de nouveaux restau, améliorer le fonctionnement du service ; il préfère de beaucoup à ce sujet les faire passer dans le privé où ils seraient encore plus rentables (on ferait des restau U comme des autoroutes, du téléphone...). En fait, le gouvernement veut tester les réactions du mouvement étudiant, d'une part en augmentant de 10 centimes le prix des tickets, d'autre part en plaçant de plus en plus des flics, plus ou moins déguisés, à l'entrée des restaurants.

A cela, le mouvement étudiant répondra :

NON A LA RENTABILISATION - NON A LA HAUSSE.

NON AU CONTROLE POLICIER A L'ENTREE DES RESTAURANTS.

Concrètement, préparons les conditions de **multiples journées « entrée libre »**, en **liaison avec les travailleurs** des restaurants universitaires.

Mais, plus fondamentalement, les restaurants universitaires ne doivent pas être un « lieu privilégié » , un ghetto où, une fois de plus sans raisons, travailleurs et étudiants sont séparés.

Luttons pour l'OUVERTURE DES RESTAURANTS UNIVERSITAIRES, LE LIBRE ACCES, SELON SON CHOIX, DES RESTAU U, FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS, CANTI-NES...

Ainsi nous pourrons mieux, tous ensemble, **empêcher le capitalisme de reprendre dans les restaurants et les logements l'argent qu'il a concédé aux travailleurs.**

7. LES CITES.

Le logement tel qu'il est conçu (cités universitaires, foyers de jeunes travailleurs) joue un rôle répressif ; l'autorité répressive de la famille est prise en charge directe par l'Etat, les conflits familiaux sont remplacés par les conflits avec l'administration ; le caractère du ghetto donné aux cités correspond au souci de contrôler plus étroitement les étudiants en les coupant des

travailleurs et de la réalité sociale. L'arrêté du 21 juillet 1970 assure la reprise en main des cités : caution obligatoire (article 6), non-réadmission des grévistes de l'année dernière (article 7), acceptation par les résidents des « conditions et règles de séjour » (art. 5), rétablissement des règlements intérieurs, possibilité de pénétrer dans les chambres chaque fois que « la sécurité des personnes et l'entretien des locaux le rendent nécessaire ».

Pour faire échec aux projets de Guichard, pour lutter contre l'embrigadement dans des cités-casernes, pour défendre ses libertés, le mouvement étudiant doit lutter sur les mots d'ordre suivants :

ABROGATION DES REGLEMENTS INTERIEURS.

NON A LA BANALISATION.

NON AUX PRESSIONS POLICIERES ET ANTIGREVES.

NON A LA REPRESSION SOUS TOUTES SES FORMES, EN PARTICULIER SEXUELLE.

Pour cela il lui faut dans un premier temps :

BOYCOTTER LES ELECTIONS AUX CONSEILS PARITAIRES DE RESIDENCE.

REUNIR LES ASSEMBLEES GENERALES POUR INSTAURER UN POUVOIR DE FAIT.

ENVAHIR LES FOYERS POUR REPREDRE SES LIBERTES.

MENER DES CAMPAGNES SUR LA CONTRACEPTION (la M.N.E.F. mettra à la disposition des résidents tout le matériel nécessaire), ET L'AVORTEMENT.

8. CONTRE L'ARMEE ACTUELLE ET FUTURE DE LA BOURGEOISIE.

L'attitude, fréquente chez les étudiants, qui consiste à éluder les problèmes que pose l'armée, est une attitude irréaliste tant que subsistent à l'échelle internationale le capitalisme et l'impérialisme. Sous couvert de pacifisme, une telle attitude revient — au nom de la paix que chacun souhaite — à nier l'existence de l'armée bourgeoise. Nous ne reprendrons donc pas à notre compte les vieilles idées antimilitaristes qui confondent

l'existence de l'armée et les fonctions que lui assigne la classe au pouvoir.

La loi Debré réduit à presque rien la déjà faible formation militaire (réduction de moitié du temps des classes) que donnait l'armée, pour s'orienter par ailleurs vers une armée de métier.

Elle accentue, comme jamais auparavant, le rôle idéologique de l'armée. Elle veut faire du temps de service 12 mois de lavage de cerveau (on appelle cela « former le sens civique du citoyen »). C'est pourquoi elle appelle tout le monde à 19 ans (Général Vanuxem - « il est plus facile à imprimer sur des pâtes plus molles »). Dans le même temps, étendant son emprise sur la jeunesse, la bourgeoisie institue un service national bidon pour les femmes, montrant que son objectif n'est pas militaire (dans les armées populaires, la femme se bat à l'égal de l'homme) mais bien d'encadrement idéologique de toute la jeunesse qu'elle sent lui échapper. Pour parfaire l'endoctrinement, l'armée coupe les jeunes travailleurs et les étudiants de toute réalité sociale pour en faire un bagne.

C'est pourquoi les étudiants se battront.

Pour la suppression des privilèges : **DROIT AU SURSIS POUR TOUS**, jeunes travailleurs et étudiants.

POUR UN SERVICE MILITAIRE REDUIT AU TEMPS DES CLASSES.

POUR QUE SOIT RECONNU AU SOLDAT LE STATUT DE TRAVAILLEUR :

journée de 8 heures,

indemnité égale au S.M.I.C.,

libertés démocratiques (droit de réunion, d'information, d'Organisation : élection de délégués de chambrée),

contre la répression dans l'armée (solidarité avec les emprisonnés).

Une telle plate-forme déborde largement le cadre étudiant. L'U.N.E.F. propose donc à toutes les organisations de jeunesse d'organiser une campagne nationale de propagande sur les thèmes suivants :

armée = appareil idéologique d'Etat,

armée et recherche,

armée de métier,

armée, formation professionnelle et patronat.

9. LA REPRESSION.

Les révolutionnaires peuvent développer toutes les analyses qu'ils veulent et faire toutes sortes de propositions : s'ils n'ont pas la possibilité de s'exprimer, la bourgeoisie ne risque guère d'en pâtir. Aussi le développement des luttes passe-t-il par la lutte contre la répression.

Expulsions et arrestations d'immigrés, réfugiés politiques livrés à la police de leur pays, licenciements massifs, listes noires et arrestations de militants ouvriers, dissolution des groupes révolutionnaires, répression politique dans l'armée, procès de militants, chasse aux étudiants et aux lycéens contestataires, la bourgeoisie poursuit tous ceux qui n'acceptent pas l'intégration dans le système ni la « nouvelle société ».

Santé : la revanche des Mandarins (encart explicatif de la plateforme)

Malgré son extension à tous les CHU parisiens et à presque tous ceux de province, la grève des étudiants en médecine de l'an passé n'a pas permis d'obtenir un rapport de force suffisant pour faire reculer le pouvoir dans son soutien constant à la caste médicale. Cette année, la rentrée est celle du règlement de compte : les étudiants sont exclus par milliers du premier cycle, les fonctions hospitalières sont remises en question dans le second cycle, l'internat va être rénové pour rendre encore plus facile son utilisation par les patrons comme moyen de renouvellement du mandarinat.

Les différentes réformes des études médicales, l'encouragement aux écoles privées d'Elèves Infirmières par une pseudo-gratuité, la multiplication des aides soignants, la création de filières de plus en plus nombreuses et totalement séparées visent à un même but :

— Renforcer la hiérarchie, empêcher toute formation et statut communs ; réserver à une caste de plus en plus refermée sur elle-même, les avantages anachroniques du « statut libéral » quelles que soient les retombées nocives pour la santé des travailleurs et de la population.

A cette politique de sélection, de division et de maintien des privilèges, l'U.N.E.F. appelle les étudiants à répondre en préparant

LA GREVE ACTIVE DE L'ENSEMBLE DES ETUDIANTS DU SECTEUR SANTE, étudiants en médecine, élèves infirmiers, élèves assistants sociaux, étudiants en pharmacie dentaire, psychologie, avec pour objectifs :

— Le libre accès aux études médicales : pas de notes éliminatoires, pas de limitation aux sessions ;
— Une formation commune ;

— Equivalence entre Diplôme d'Etat d'infirmières premier cycle de PCEM, diplôme d'assistante sociale, premier cycle de psycho;

— Une remise en question de la hiérarchie hospitalouniversitaire incarnée par le mandarinat (multiplication des assemblées de service, contrôle sur l'activité des patrons, mise en place de collectifs de lutte avec les travailleurs) ;

— La gratuité et la nationalisation effectives de tout l'enseignement du secteur Santé;

— Plus d'écoles privées, plus de contrats;

— Fonctions hospitalières rémunérées selon les prestations.

SEULE LA GREVE ACTIVE de l'ensemble des étudiants du secteur Santé, peut permettre un renversement de l'actuel rapport de force. C'est la tâche prioritaire des militants étudiants.

Contre la répression

ORGANISONS DES COMITES SECOURS ROUGE SUR LES FACS ET LES LYCEES.

Ces comités n'auront d'intérêt que si :

• ils regroupent les lycéens, les étudiants, les enseignants, le personnel technique et administratif,

• ils se créent sur la base de cas concrets de répression (pas de comités gadget) :

licenciement de personnel technique

lycéens ou étudiants exclus

professeurs mutés ou suspendus

libertés politiques violées...

ETUDIANTS, ENSEIGNANTS, TRAVAILLEURS, TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION.

CONTRE LA REPRESSION, IMPOSONS L'UNITE D'ACTION.

ORGANISONS-NOUS DANS LE SECOURS ROUGE.

L'U.N.E.F. appelle à créer sur ces bases des comités Secours Rouge dont le développement rendra possible l'existence d'un puissant mouvement de masse unitaire.

10. LUTTE ANTI-IMPERIALISTE.

La lutte contre l'enseignement qui diffuse l'idéologie de l'impérialisme, c'est-à-dire de la croissance économique, de la toute-puissance de la technique (mythe de l'efficacité des Etats-Unis) fait partie des tâches du mouvement étudiant.

La dénonciation de toute l'idéologie universitaire débouche donc directement sur la lutte anti-impérialiste.

Mener une action anti-impérialiste ce n'est pas s'apitoyer sur les petits sous-développés

vietnamiens ou palestiniens : c'est rejoindre leur combat parce que nous avons un ennemi commun.

**VIVE L'UNITE DES PEUPLES
CONTRE L'IMPERIALISME.**

Aujourd'hui, les points d'affrontement principaux avec l'impérialisme et ses valets sont l'Indochine et le Moyen-Orient. L'évolution de la situation au Moyen-Orient, l'accentuation de l'agression impérialiste en Indochine doivent amener un renforcement de notre soutien.

**POPULARISONS LA LUTTE DES
PEUPLES CAMBODGIEN ET
VIETNAMIEU.**

**AMERICAINS HORS DE
L'INDOCHINE.**

G.R.P. A SAIGON.

**VICTOIRE F.N.L., F.U.N.K., NEOLAO
HAKSAT VAINCRONT.**

Pour l'heure, nous pensons que la situation créée actuellement par la tentative de liquidation de la résistance palestinienne par le régime hachémite avec la complicité des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., d'Israël et des régimes réactionnaires arabes rend urgent le développement d'une action de solidarité prolongée au peuple palestinien qui doit prendre deux formes :

- aide matérielle à la résistance palestinienne (collecte de sang, de fonds, de médicaments...)

- popularisation de la signification politique de la révolution palestinienne, fer de lance de la révolution arabe.

Ces tâches incombent à l'ensemble du mouvement révolutionnaire qui se propose de mettre en place les structures nécessaires à leur accomplissement :

- un bureau d'aide à la révolution palestinienne qui, sur la base d'une plate-forme politique claire de soutien au Comité central de la résistance palestinienne, se propose de coordonner l'ensemble de l'aide matérielle et de fournir le matériel de propagande nécessaire à tous ceux qui voudraient mener une action de soutien à la Révolution palestinienne.

- des Comités Palestine de base : ils doivent être constitués dans les usines, les ateliers, les universités.

L'U.N.E.F. appelle tous les étudiants amis du peuple palestinien à constituer dans leur secteur des COMITES PALESTINE qui se fixeront de gagner la masse des étudiants à la cause palestinienne ; ce travail, nous devons le développer aussi au sein de la population (dénonciation de la presse, organisation de la contre-information, etc.).

**CONSTITUONS DES COMITES
PALESTINE DE BASE.**

PALESTINE VAINCRA.

**A BAS LE SIONISME ET LES
REGIMES REACTIONNAIRES
ARABES.**

**SOUTENONS POLITIQUEMENT ET
MATERIELLEMENT LE COMITE
CENTRAL DE LA REVOLUTION
PALESTINIENNE.**

Faisons échec au projet de Guichard et des patrons

Mêmes possibilités pour tous, mêmes diplômes pour tous.

Boycott des élections bidons.

Contrôle continu et deux sessions ouvertes à tous les incrits.

Mode unique de recrutement des enseignants menant au cadre unique des enseignants.

Gardons la parole

Etudiants, enseignants, travailleurs, tous unis contre la répression

Luttons contre l'embrigadement

Boycott des élections du CR0.

Ouverture des restau U à tous.

Non aux pressions anti-grève et policières dans les cités.

Droit au sursis pour tous

Service militaire réduit au temps des classes.

Soutenons les luttes anti-impérialistes

Vive l'unité des peuples contre l'impérialisme

COMME LES TRAVAILLEURS NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS

L'ETUDIANT *de France* - N°1 - Octobre 1970 - SPECIAL RENTREE